



NORBERT ELIAS ET LA SCIENCE POLITIQUE : UN MARIAGE UN PEU CONTRE-NATURE MAIS HEUREUX

[Florence Delmotte](#)

Presses Universitaires de France | « Cités »

2021/4 N° 88 | pages 73 à 88

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130828792

DOI 10.3917/cite.088.0073

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cites-2021-4-page-73.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

*Norbert Elias et la science politique :
un mariage un peu contre-nature mais heureux*

FLORENCE DELMOTTE

Récemment – et cela m’a beaucoup irrité – j’ai lu dans une étude anglaise que j’étais le dernier représentant de la sociologie classique, quelqu’un qui aspire à la grande synthèse, et ainsi de suite. Cela m’a irrité parce que je préférerais être le premier à ouvrir une voie nouvelle. J’ai toujours été effaré de voir le nombre de gens qui perdaient courage de nos jours, comme si plus rien ne valait la peine d’être fait. Alors qu’il y a tant de choses à faire, et il y a tant de gens qui font n’importe quoi ou qui sont intellectuellement corrompus. Mon expérience, c’est que je vois peu à peu quelque chose de nouveau, et ainsi, je donne un exemple : on *peut* le faire, et cela vaut la peine¹.

73

*Norbert Elias
et la science
politique :
un mariage un peu
contre-nature
mais heureux
Florence Delmotte*

INTRODUCTION

Associer Norbert Elias, sa sociologie historique, ses travaux, sa pensée, ce que l’on sait de lui, et la science politique, ne va pas de soi. Elias n’utilise pas tellement le mot « politique ». Il s’est élevé contre la spécialisation à outrance des sciences sociales à partir de leurs objets, en insistant sur le caractère intriqué, dans la réalité, des différents aspects de la vie sociale et de la vie humaine. Concrètement, il ne semble pas s’être intéressé énormément, outre « l’État », aux institutions, aux régimes, aux idéologies, aux

1. Norbert Elias, *Norbert Elias über sich selbst*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1990 ; trad. fr. Jean-Claude Capèle, *Norbert Elias par lui-même*, Paris, Fayard, 1991, p. 95-96.

idées et aux systèmes « politiques » *stricto sensu*¹, portant davantage attention au mouvement d'autonomisation relative de ce champ. De son côté, la science politique au sens actuel est une discipline jeune ; elle a eu longtemps, elle a encore, l'obsession de son indépendance, de sa singularité, de son identité. Assez logiquement, elle reste aussi attachée à l'étude des institutions et des modes d'action, d'organisation et de pensée proprement politiques.

Ne voir les choses que sous cet angle témoignerait cependant d'une vision étriquée et restrictive, à la fois de ce qu'est la science politique et du traitement du politique par Elias. Cette vision des choses ne permet pas non plus de comprendre tout à fait pourquoi, en France et ailleurs, certains, de plus en plus nombreux, parmi les politistes, celles et ceux qui étudient la, le ou les politique(s), sont allés chercher de l'aide et de l'inspiration dans les travaux de ce sociologue généraliste et touche-à-tout, qu'on peut voir à la fois comme le dernier représentant des « classiques » – Elias n'aimait pas du tout être considéré comme tel, quand d'autres l'auraient pris pour une forme d'hommage – et un précurseur à bien des égards.

Ce n'est pas le propos de cet article de refaire l'histoire de la discipline politologique même si je serai amenée à l'évoquer (les lecteurs d'Elias résistent difficilement à la tentation de reconstruire la genèse de leur objet). Politiste ou politologue banale, porteuse de deux diplômes et d'un doctorat en « sciences politiques » (« et sociales », comme l'on dit en Belgique francophone), membre d'un centre de recherche « en science politique », enseignant dans cette branche, et travaillant avec et sur Elias depuis des années sur divers sujets : plutôt qu'une enquête, c'est un point de vue situé que je propose sur ce qu'a pu apporter, ce qu'apporte la sociologie d'Elias à ceux qui étudient le politique dans ce champ institutionnel et académique, ce qu'elle pourrait continuer d'apporter encore, et ce qu'elle ne peut peut-être pas apporter.

Quelle que soit sa progression, l'influence d'Elias n'est jamais devenue hégémonique ni même évidente pour tout le monde, et l'idée qu'il est quelque peu paradoxal d'associer Elias et la science politique n'est pas totalement infondée. À certains égards, on n'est pas loin du « point d'Archi-

1. *Les Allemands* constituent, parmi d'autres, une exception à cet égard. Voir Norbert Elias, *Studien über die Deutschen. Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1989 ; trad. fr. Marc de Launay et Marc Joly, *Les Allemands. Luites de pouvoir et développement de l'habitus aux XIX^e et XX^e siècles*, précédé de *Barbarie et « dé-civilisation »* de Roger Chartier, édition établie par Michael Schröter, Paris, Seuil, coll. « La Librairie du XXI^e siècle », 2017.

mède » cher à Weber, la manière de penser d'Elias se trouvant suffisamment éloignée de la science politique « *mainstream* » pour soulever ses idées les mieux établies. Reste que l'audience des thèses d'Elias est allée croissant ces trente à quarante dernières années. Cet article propose de contribuer à comprendre pourquoi. Sans prétendre au relevé exhaustif ni même représentatif de ce que des chercheurs en science politique ont fait et font avec l'œuvre Elias – car il est aussi difficile de n'oublier personne que de circonscrire ce champ – j'essaierai d'élucider les raisons de son succès dans une discipline marquée par « l'hybridation », d'illustrer ses usages, et d'indiquer des pistes qui restent à creuser. Je tenterai aussi de pointer ce qui rend parfois difficile la mobilisation directe des travaux de cet auteur, au-delà d'une source d'inspiration originale ou d'une affinité de geste.

UNE DISCIPLINE HYBRIDE

L'étude du politique¹ n'a bien sûr pas d'origine ultime. Des auteurs comme Aristote et Tocqueville constituent sans conteste des repères importants mais « la science politique », ou l'élaboration d'une forme de savoir ou de réflexion sur le politique, est probablement aussi vieille que la politique elle-même. Par contre, son institutionnalisation comme discipline académique à part entière et la professionnalisation de l'étude du politique sont récentes, tardives même, en comparaison avec d'autres sciences humaines². Entre les années 1870, où sont créées en Europe et aux États-Unis des institutions d'enseignement destinées à former les hauts-fonctionnaires, et 1950-1960, on parle *des* sciences politiques, héritières des sciences « camérales » conçues pour instruire la conduite des États modernes, et assemblant

1. Je choisis assez spontanément d'utiliser le masculin et l'adjectif substantifié, et donc de parler « du politique » comme on parle « du social ». Ce n'est plus vraiment à la mode et certains auteurs parlent, plus simplement, de « la politique » au sens le plus large, pour désigner non seulement la politique au sens strict ou commun (la compétition politique, l'activité politique, la vie politique et ses acteurs dans tel ou tel contexte) mais aussi tout ce qui est « politisable » ou concerne les pouvoirs publics et plus généralement la vie en commun, en collectivité, en ce compris les manières d'en parler et de la concevoir. C'est notamment le cas d'Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort, qui rappellent, dans leur introduction au *Nouveau manuel de science politique* (Paris, La Découverte, coll. « Grands Repères/Manuels », 2009, p. 11-13), que « la politique » pour Max Weber (« Le métier et la vocation d'homme politique », in *Le Savant et le Politique*) n'a pas de contenu spécifique. Il me semble cependant que dire « le politique » évoque mieux ce sens élargi et pluriel et la distance avec le sens commun de « la politique ».

2. Pierre Favre, *Naissance de la science politique*, Paris, Fayard, 1989.

des savoirs relevant des sciences dites administratives, de l'économie, et plus encore du droit. Insuffisamment pratique et trop critique sans doute, la sociologie en est tenue à l'écart¹. C'est après la seconde guerre mondiale, et surtout dans les années 1960, que la science politique prend ensuite son véritable essor. Les États-Unis jouent un rôle important par la diffusion d'un modèle quantitatif d'enquête, les sondages, qui deviennent un instrument clé de la sociologie électorale. L'autonomisation de la science politique, en particulier par rapport au droit public, se poursuit. Comme le notent Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort, il n'est paradoxal qu'en apparence qu'elle doive finalement beaucoup à la discussion avec les autres sciences sociales auxquelles les sciences politiques naissantes avaient tout d'abord tourné le dos². C'est ainsi que se développe, dans les années 1970, la « sociologie politique », avec notamment l'étude des partis politiques, qui constitue bientôt le centre de la discipline, reléguant plus ou moins l'étude des relations internationales, de la théorie politique ou de l'action publique à sa périphérie.

Si des esprits indépendants enseignent et mobilisent alors dans leurs recherches des auteurs tels que Durkheim, Bourdieu, Elias, déjà, Weber ou Tocqueville, en science politique, ils ne sont quand même pas légion. En tout état de cause, le rapprochement avec la sociologie et la redécouverte de certains classiques ne coïncident pas forcément avec la réapparition de l'histoire – ce qui n'est guère surprenant si l'on songe que la sociologie et l'histoire ont toujours entretenu des relations compliquées. Yves Déloye rappelle en outre à quel point depuis 1945, en France comme ailleurs, sous l'influence généralisée du structuro-fonctionnalisme et du behaviourisme, la science politique s'est développée dans un « esprit positiviste » visant l'« établissement de lois générales présumées expliquer les attitudes et comportements politiques », privilégiant une épistémologie nomothétique et une conceptualisation fondée sur une méthodologie hypothético-déductive, de préférence quantitative³. Elias aurait pu parler, à ce propos, d'une « pseudo-science », en tout cas d'une « pseudo-distanciation », d'un « vernis » ou d'une « façade » de scientificité masquant l'engagement du chercheur plutôt que garante de son objectivité⁴.

1. Antonin Cohen *et al.*, *op. cit.*, p. 22-23.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003, p. 20-21.

4. Norbert Elias, *Engagement und Distanzierung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1983 ; trad. fr. Michèle Hulin, « Engagement et distanciation », in *Engagement et Distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Avant-propos de Roger Chartier, Paris, Fayard, 1993, rééd. Pocket, p. 33.

Par rapport à l'histoire, la jeune science politique « se pose en s'opposant ». Elle n'échappe pas au « repli dans le présent » dont parle Elias¹ ou à « l'éclipse de l'histoire² » qui marque les sciences sociales – et avant elles la philosophie, dès lors que la promesse d'émancipation des modernes semble trahie par les grandes catastrophes du XX^e siècle et que « nous ne nous sentons plus autorisés à postuler une raison dans l'histoire³ ». Dans l'étude du politique, une histoire politique « à l'ancienne », « d'en haut », fera son retour avec la relance de la guerre froide dans les années 1970-1980. Ensuite se développera une « histoire conceptuelle du politique », plus compréhensive (Pierre Rosanvallon). Mais le « tournant historique » doit beaucoup à l'essor de la sociologie historique comparative, souvent anglo-saxonne⁴ (et d'inspiration marxiste, comme chez Immanuel Wallerstein, Perry Anderson ou Theda Skocpol). Celle-ci ose à nouveau combiner l'étude du développement politique dans la longue durée et la recherche d'explications causales, en écartant le double piège de l'eurocentrisme et du finalisme. On pense aussi ici aux travaux sur l'État de l'historien Charles Tilly ou à ceux de Pierre Birnbaum. Parallèlement, une socio-histoire attentive aux singularités et moins globale se développe, « au carrefour de l'histoire et des sciences sociales », à l'initiative d'historiens, de sociologues et de politistes « convaincus de la nécessaire hybridation disciplinaire » comme Gérard Noiriel et Michel Offerlé⁵.

Tout concourt ainsi à la définition d'une « science sociale et historique du politique » qui s'assume comme telle, au-delà des sensibilités très diverses qu'elle réunit. Mais cela ne suffit pas à expliquer le succès relatif que les thèses d'Elias connaîtront bientôt auprès des politistes. D'abord parce qu'au tournant des années 1980, l'auteur n'est pas encore incontournable. Suhrkamp n'a réédité le désormais célèbre *Über den Prozess der Zivilisation* qu'en 1969. Les deux volumes sont partiellement traduits en français et publiés chez Calmann-Lévy en 1973 et 1975, certes avant leur traduction anglaise, en 1978 et en 1982, chez Blackwell⁶. Outre la relative

Norbert Elias
et la science
politique :
un mariage un peu
contre-nature
mais heureux
Florence Delmotte

1. Voir Sébastien Chauvin, Florence Weber, « Un texte de Norbert Elias (1987) : "The Retreat of Sociologists into the Present" », *Genèses*, vol. LII, n° 3, 2003, p. 133-151.

2. Yves Déloye, *op. cit.*, p. 20.

3. Jean-Marc Ferry, *La Question de l'histoire*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2002, p. 8.

4. Yves Déloye, *op. cit.*, p. 25-26.

5. Yves Déloye, Bernard Voutat, « Entre histoire et sociologie : l'hybridation de la science politique », in Yves Déloye, Bernard Voutat (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2002, p. 17.

6. Sur la réception des travaux d'Elias par les sciences sociales et l'histoire en France, et plus largement le processus de leur reconnaissance, voir Marc Joly, *Devenir Norbert Elias*, Paris, Fayard, coll. « Histoire de la pensée », 2012. Sur les limites de leur réception du point de vue de l'histoire

marginalité de l'auteur – son exil en 1933 et son académisation en Angleterre ont été difficiles et il n'est ni marxiste, ni fonctionnaliste, ni structuraliste – cette œuvre traîne par ailleurs un parfum d'incompris. Ceux qui ne l'ont pas lue trouvent au mieux étrange l'intérêt porté à la « civilisation occidentale » dans les années 1930¹. Elle est aussi marquée par une sorte de syncrétisme. À ce propos, Jean Baudouin écrira : « Norbert Elias est à sa manière un wébérien qui a lu Freud et qui se souvient de Marx² ». Enfin, cette « psychologie sociale et historique » effectivement marquée par une forme de matérialisme semble ne s'intéresser à la politique que par la petite porte, un peu à la manière des Annales en histoire : les manières de table et les usages du corps dans le *Procès*³, plus tard les « logiques de l'exclusion » sociale⁴, ou encore les pratiques sportives⁵. Si, très vite, la centralité de la figure et de la question de l'État apparaît au lecteur, les règles de droit sont des normes parmi d'autres nées des contraintes sociales, et les institutions politiques n'ont pas plus d'extériorité ni de prédominance absolue, par rapport aux changements micro- et macro-sociaux. Pis, il n'est quasiment pas question de « système », de « régime », d'hommes ou d'idées « politiques », à l'exception notable déjà évoquée des *Allemands*. L'ouvrage propose même un programme de sociologie historique comparée du développement politique en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, notamment à travers une « Digression sur le nationalisme »,

des idées politiques, voir Arnauld Skornicki, « Norbert Elias et l'histoire des idées politiques », in Claire Pagès (dir.), *Norbert Elias et les disciplines*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2018, p. 59-84.

1. Elias lui-même travaillera à lever l'ambiguïté et à répondre aux critiques, et donc à nuancer ses thèses sans pour autant les abandonner aucunement. Dans *Les Allemands*, le dernier ouvrage publié de son vivant, il parle de processus au pluriel et montre comment les processus de civilisation et de décivilisation peuvent aller de pair. Nathalie Heinich alertera quant à elle sur les malentendus qui collent à la pensée d'Elias (voir par exemple « De quelques malentendus concernant la pensée d'Elias », in Simonetta Tabboni, Nicole Gabriel (dir.), *Tumultes*, n° 15, octobre 2000, *Norbert Elias : pour une sociologie non normative*, p. 161-176). Il n'empêche que le soupçon ne sera pas levé. Dominique Colas, dans la préface de sa *Sociologie politique* (Paris, Puf, 2002), reproche ainsi à Elias « d'opposer la civilisation occidentale à la barbarie des autres peuples » (p. XXVI-XXVII).

2. Jean Baudouin, *Introduction à la sociologie politique*, Paris, Seuil, coll. « Points Essais », 1998, p. 71. La référence à Elias est très présente dans tout l'ouvrage.

3. Norbert Elias, *La Civilisation des mœurs* et *La Dynamique de l'Occident*, op. cit.

4. Avec John L. Scotson, *The Established and the Outsiders*, Londres, Sage, 1965 ; trad. fr. Pierre-Emmanuel Dauzat, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Avant-propos de Michel Wieviorka, Paris, Fayard, 1997, rééd. Pocket.

5. Avec Eric Dunning, *Quest for Excitement. Sport and Leisure in the Civilizing Process*, Oxford, Basil Blackwell, 1986 ; trad. fr. Josette Chicheportiche et Fabienne Duvigneau, *Sport et Civilisation. La violence maîtrisée*, Avant-propos de Roger Chartier, Paris, Fayard, 1994, rééd. Pocket.

texte probablement refondu en anglais dans les années 1940-1950 mais en réalité issu du *Procès de civilisation* de 1939¹. C'est cependant un recueil tardif (1989), traduit en anglais en 1996 seulement et très récemment en français (2017).

Il aura donc fallu que quelques esprits aient été préalablement éclairés par d'autres lectures pour que, entre l'étude savante du politique et Elias, la rencontre fût possible. Et elle l'a été en particulier grâce à ceux qui ont précisément perçu le très haut potentiel d'une théorie historique et critique – critique parce qu'historique – de l'État, jusque-là considéré par nombre de politistes non seulement comme « la figure moderne de la politique » (Simone Goyard-Fabre) mais comme le cadre naturel de l'activité politique. En démontant ce cadre, en mettant en question l'objet premier de la ou des sciences politiques, la lecture d'Elias aurait bousculé « l'inconscient professionnel de l'activité politiste » et autorisé le passage à une science politique « réflexive »². Ce qui correspond parfaitement à l'une des convictions d'Elias, qui voyait la mise à distance historique, plus exactement l'adoption d'une perspective de longue durée, comme une condition méthodologique essentielle pour développer une analyse plus conforme à la réalité, moins sous l'emprise de nos engagements divers.

RENCONTRES AVEC « UN MARGINAL COMPLET »

En 1985, dans le fameux *Traité de science politique* dirigé par Madeleine Grawitz et Jean Leca, on trouve sept mentions du travail d'Elias sur les 2 700 pages que comptent les quatre volumes, toutes dans le premier volume, *La Science politique, science sociale / L'Ordre politique*³, et dans la seconde partie de celui-ci, sur « L'ordre politique ». La référence est présente dans le chapitre rédigé par Aristide Zolberg, « L'influence des facteurs "externes" sur l'ordre politique interne », timidement mais logiquement puisque Elias a toujours considéré que la partition entre l'ordre politique « interne » et « international » n'était pas opérationnelle compte tenu de l'interdépendance fondamentale entre les deux niveaux.

1. Norbert Elias, *Les Allemands*, *op. cit.*, p. 163-226. Voir la note de l'éditeur p. 163.

2. À la fin des années 1990, Bernard Lacroix traite ainsi de « l'inclination pour Elias, individuelle mais également collective », qui s'affiche en France « parmi quelques universitaires dont l'activité est placée sous le label des "sciences politiques" », en majorité des hommes dans la cinquantaine (« Pour une science politique réflexive. Enjeux et usages de la référence à Norbert Elias », *Tumultes*, n° 15, octobre 2000, *op. cit.*, p. 177-202).

3. Publié aux Puf.

On la retrouve, tout aussi logiquement, dans le chapitre de Bertrand Badie, « Formes et transformations des communautés politiques » – aucun des trente-sept autres chapitres du *Traité* n'évoquant aussi explicitement par son titre une dimension « historique » (à l'exception du tout premier, par Pierre Favre, dédié à « L'histoire de la science politique »). Mais la référence à Elias, fût-ce à un seul livre (Platon ou Kant n'étant pas mieux lotis), est plus assurée dans le long chapitre écrit par Bernard Lacroix, qui s'intéresse aux formes d'objectivation sociale « sur le modèle d'exemples par trop méconnus des politistes », « en particulier du grand livre de N. Elias, *La Dynamique de l'Occident* »¹.

Bernard Lacroix sera l'un des principaux artisans de la diffusion des thèses d'Elias au sein de la sociologie politique française, et plus largement du tournant historique de la science politique, mais dans la perspective d'une sociologie « constructiviste », critique à l'égard de l'histoire². En 1994, le même co-organisera un colloque important dont les actes seront publiés sous le titre *Norbert Elias. La politique et l'histoire*. Il en signe l'introduction avec Alain Garrigou ; près de trente ans plus tard, elle n'a rien perdu de sa fraîcheur³. S'y trouve bien résumé ce qui fait l'intérêt de la lecture d'Elias pour appréhender ensemble le politique et l'histoire, au-delà des clivages disciplinaires. Sont d'ailleurs convoqués dans ce collectif des sociologues, des historiens et, chose plus rare, une grande philosophe⁴. En émane également le pouvoir de séduction très particulier exercé par une œuvre riche mais qui peut apparaître « brouillonne », répétitive, aussi ambitieuse que modeste, à l'image d'un auteur à la personnalité attachante et, dirait-on aujourd'hui, « résiliente », qui plaçait la « découverte » au-dessus de la « méthode ».

Quinze ans plus tard, vingt-cinq après le *Traité* de Madeleine Grawitz et Jean Leca, la référence à Elias est bien plus appuyée, centrale presque, dans le *Nouveau manuel de science politique*. Celui-ci fait la part belle à la sociologie et à l'histoire. En même temps, la présence d'Elias y demeure assez diffuse, ou ponctuelle. Par contraste, Elias était omniprésent dans la

1. Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique. Tome 1 : La Science politique, science sociale. L'Ordre politique*, Paris, Puf, 1985, p. 513.

2. Yves Déloye, Bernard Voutat, *op. cit.*, p. 16.

3. « Norbert Elias : le travail d'une œuvre », in Alain Garrigou, Bernard Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, p. 7-27.

4. Catherine Colliot-Thélène, « Le concept de rationalisation de Max Weber à Norbert Elias », in Alain Garrigou, Bernard Lacroix (dir.), *op. cit.*, p. 52-74.

Sociologie politique de Philippe Braud, qui de bout en bout mobilise l'œuvre comme une référence majeure¹. Mais ceci demeure rare. C'est que, pour la science politique « en général », Elias n'est pas une référence au même titre que Max Weber par exemple, même si tous deux sont cités comme également « incontournables », aux côtés de Bourdieu ou de Durkheim, dès les premières pages du *Nouveau manuel*. Si donc l'on y compte vingt-deux occurrences, sur près de 800 pages, et quatorze titres cette fois, Elias est, à nouveau logiquement, cité dans une minorité de chapitres. Outre la place d'honneur en préface et en tout début d'introduction, Elias est ainsi convoqué dans le premier chapitre, sur la « Genèse des groupements politiques », et plus particulièrement sur les genèses, au pluriel, de l'État moderne², par Bernard Lacroix. Il l'est aussi dans le texte sur les « Répertoires d'action des mobilisations » rédigé par Erik Neveu, autre grand lecteur d'Elias et diffuseur de ses thèses auprès des politistes français³. Il y est question de la régulation de la violence et de l'agressivité, et de la pacification de la protestation⁴, grands thèmes eliasiens déjà travaillés sous un autre angle par la sociologue Claudine Haroche⁵. Elias est encore convoqué à propos de la « Mise en scène du pouvoir politique » dont traite Philippe Riutort⁶ dans le chapitre 10 sur « Le travail de mise en forme symbolique de la politique ». Enfin, la référence est présente d'entrée de jeu mais étrangement effacée par la suite dans les deux chapitres finaux respectivement consacrés à la « Construction européenne » (Chapitre 11) et aux « Relations internationales » (Chapitre 12). Pourquoi étrangement ? Parce que les études européennes et internationales ont en commun de s'intéresser à un *ordre politique en construction* et ont beaucoup à prendre

1. Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2004, 7^e édition.

2. Bernard Lacroix, « Genèses et constructions de l'État moderne », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *op. cit.*, p. 52 sq.

3. Professeur à l'IEP de Rennes, Erik Neveu co-organise en octobre 2000 un grand colloque Elias avec l'université de Rennes 2. En est tiré un autre collectif important en français qu'il codirige avec Yves Bonny et Jean-Manuel de Queiroz : *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003).

4. Voir Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *op. cit.*, p. 498 sq.

5. Claudine Haroche, « La civilité et la politesse : des objets "négligés" de la sociologie politique », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 94, 1993, p. 97-120 ; « Retenue dans les mœurs et maîtrise de la violence politique. La thèse de Norbert Elias », *Cultures & Conflits*, n° 9-10, printemps-été 1993, mis en ligne le 4 mars 2005, consulté le 12 juin 2021 (<http://journals.openedition.org/conflits/239>). Voir aussi, sur la civilité et la violence, Hugues Lagrange, *La Civilité à l'épreuve : crime et sentiment d'insécurité*, Paris, Puf, 1995, et, plus récemment, Florence Delmotte, Christophe Majastre, « Violence and Civilité : The Ambivalences of the State », in François Dépelteau, Tatiana Savoia Landini (dir.), *Norbert Elias and Violence*, Londres, Palgrave, 2017, p. 55-80.

6. Voir Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *op. cit.*, p. 555 sq.

chez Elias. De fait, les relations internationales sont un des domaines que les thèses d'Elias semblent avoir le plus stimulés, et elles ont en retour apporté beaucoup à l'approfondissement et au prolongement de celles-ci. J'y reviendrai.

Antonin Cohen et Julien Weisbein, qui tiennent la plume pour l'avant-dernier chapitre du *Nouveau manuel*, sur l'Europe, mobilisent bien par ailleurs Elias dans leurs travaux respectifs, participant chacun à leur manière du tournant « socio-historique » qui finit aussi par atteindre les études européennes et par utiliser Elias¹. Mais reconnaissons que ce n'est pas facile. Si le regard d'Elias est pertinent, c'est parce qu'il est décalé, distancié, parce que lui-même a étudié l'État en Europe mais pas la construction européenne, dont la ratification difficile du traité de Maastricht en 1992, deux ans après sa mort, représente un tournant important. Plus généralement, mis à part la recherche sur laquelle se fonde *The Established and the Outsiders* (1965), qui doit beaucoup au travail de terrain de John Scotson, l'œuvre n'offre plus de grand modèle d'enquête « empirique » après la *Société de cour*² et le *Procès*, ni de conceptualisation systématique. On cherchera en vain l'équivalent d'*Économie et Société*, qu'Elias admirait beaucoup, ou seulement une belle définition de « l'interdépendance », de la « configuration » ou de « l'habitus ». Il est même de bonnes raisons à cela : Elias estimait dangereux d'être prisonnier des concepts et

1. Il faut noter la parution en 2006 d'un numéro de la revue *Politique européenne* consacré à *La Socio-histoire de l'intégration européenne* (n° 18), avec une majorité d'articles d'historiens mais aussi l'« Introduction » d'Yves Déloye (p. 5-15) et la contribution d'Antonin Cohen, « De congrès en assemblées. La structuration de l'espace politique transnational européen au lendemain de la guerre » (p. 105-125), qui revendique ses emprunts à Bourdieu et à Elias. Voir aussi, dans le numéro de la *Revue internationale de politique comparée* sur *Les remises en cause de l'intégration européenne* (vol. XV, n° 4, 2008), la conclusion d'Yves Déloye (p. 679-685) et ma propre contribution (« La légitimité de l'Union européenne, une affaire de bons sentiments ? Réflexions sur l'appartenance à la communauté politique », p. 541-554), ou peu avant, la conclusion de l'ouvrage de Paul Magnette, *Au nom des peuples* (Paris, Éditions du Cerf, 2006), suite à l'échec du projet de constitution européenne. Voir encore Julien Weisbein, « L'Europe à contrepoint. Objets nouveaux et classicisme théorique pour les études européennes », *Politique européenne*, vol. XXV, n° 2, 2008, p. 115-135. Les exemples se sont multipliés, où Elias n'est pas forcément central mais utilisé de manière évidente, également sur des objets plus classiques mais revisités, dans le champ des études sur la défense, les frontières ou la sécurité (voir notamment Denis Duez, « De l'État à l'Union. Pour une sociologie historique de la sécurité intérieure européenne », *Politique européenne*, vol. LXV, n° 3, 2019, p. 30-61).

2. Soit sa thèse d'habilitation en sociologie, qui ne sera publiée que plus de trente ans plus tard : Norbert Elias, *Die höfische Gesellschaft*, Neuwied/Berlin, Hermann Luchterhand, 1969 ; trad. fr. Pierre Kamnitzer et Jeanne Étoré, *La Société de cour*, Préface de Roger Chartier, Paris, Calmann-Lévy, 1974, rééd. Flammarion, coll. « Champs », 1985.

d'une taxinomie qui réduit des processus complexes à des états statiques et fait croire qu'il est possible de nommer définitivement des « choses » (qui n'en sont pas), de résumer des dynamiques en un mot.

Si la comparaison dans le temps entre deux manuels en langue française¹ n'est pas facilement transposable à la science politique anglo-saxonne, l'examen de quelques *Handbooks* atteste une percée difficile. À titre indicatif, dans *The Oxford Handbook of Political Science*², Elias est mentionné deux fois dans le chapitre de James G. March et Johan P. Olsen, « The Logic of Appropriateness³ », et *The Oxford Handbook of International Relations*⁴ ne le cite pas. On notera encore que la sociologie d'Elias, en dehors de certains cercles, a très peu pénétré le monde académique nord-américain, par contraste avec d'autres régions, l'Amérique latine pour commencer. Le remarquable ouvrage du sociologue anglais et disciple d'Elias Stephen Mennell, *The American Civilizing Process*⁵, entendait y remédier et propose même une explication à cela, fondée sur l'individualisme particulier du rêve américain et le complexe de supériorité qu'il favorise, quand une forme de détachement est indispensable pour s'étudier collectivement, *a fortiori* sous l'angle d'une sociologie historique critique.

Reste que certains internationalistes ont joué un rôle important, et pas seulement en France. Il semble qu'ils aient été particulièrement sensibles à l'esprit de l'œuvre, au moins autant qu'à la lettre. Il s'agit en effet, en relations internationales, de prendre la mesure de ce qu'implique une sociologie *historique* de l'État. Elle implique de s'intéresser à « l'avant », mais aussi au « peut-être après », bref à ce qui peut exister « au-delà » de l'État, et de l'État-nation pour commencer, dans l'espace et dans le temps. L'histoire de l'État au sens moderne est d'abord écrite dans ses relations avec les autres États, par l'histoire des relations entre entités politiques, en premier lieu par la compétition entre « unités de survie », comme Elias le montre tant dans *La Dynamique de l'Occident* que dans *Les Allemands*. La

1. Mieux vaudrait dire deux ouvrages français. Un équivalent belge parmi d'autres, le manuel *Fondements de science politique* (Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2014, 1^{re} éd.) ne cite pas Elias, et très peu Bourdieu. À côté de Weber et d'autres classiques, les références aux « pères » de la discipline contemporaine (Maurice Duverger, Seymour Lipset, Stein Rokkan) demeurent dominantes, révélatrices d'une certaine manière d'étudier la « vie politique » en se distinguant de la sociologie.

2. Robert E. Goodin (dir.), *The Oxford Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

3. *Ibid.*, p. 479 et p. 481.

4. Christian Reus-Smit, Duncan Snidal (dir.), *The Oxford Handbook of International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

5. Stephen Mennell, *The American Civilizing Process*, Cambridge, Polity, 2007.

limite entre l'en-dedans et l'au-dehors est donc nécessairement poreuse, de quelque nature que soient les frontières. Ensuite, Elias indique dès la conclusion du *Procès* de 1939 que les dynamiques sociales qui présidèrent à la formation des États en Europe – concurrence, interdépendance – sont les mêmes que celles qui conduisent au XX^e siècle à leur dépassement, en Europe et ailleurs, sous l'effet des guerres bien-nommées mondiales, de la mondialisation des échanges et des risques (militaires en premier lieu). Guillaume Devin, dans un article de 1995¹, montre cela très clairement. La perspective est d'autant plus pertinente, pour l'étude de la construction européenne y compris, qu'elle permet de distinguer entre l'intégration objective de l'humanité qui s'opère inéluctablement *via* la globalisation des interdépendances, et la ténacité des habitus sociaux qui s'y oppose, au niveau national et infranational, dans le chef des individus.

On doit un autre type d'apport précieux à un internationaliste comme Andrew Linklater, professeur émérite de l'université d'Aberystwyth. Celui-ci entend penser avec Elias « *the making of the global order*² ». Il a aussi permis de désinhiber certaines discussions théoriques, en mettant Elias et sa théorie de la civilisation à l'épreuve d'une confrontation avec Hobbes et Kant³. Dans la lecture d'Andrew Linklater, Elias démontre que la progression de l'identification entre les êtres – l'élargissement du cercle de l'identification mutuelle, de l'identification à autrui et à ses souffrances⁴ – n'est pas moins « réelle » que la persistance du rapport de force et la nécessité d'y rapporter le droit. Ce faisant, Andrew Linklater dépoussière avec Elias le débat opposant « réalisme » et « cosmopolitisme »⁵. Or ces deux paradigmes, sans l'y enfermer, marquent indubitablement une pensée qui ne se veut certes pas philosophique, mais que Andrew Linklater comme Guillaume Devin ont contribué à révéler comme profondément politique.

1. Guillaume Devin, « Norbert Elias et l'analyse des relations internationales », *Revue française de science politique*, vol. XLV, n° 2, 1995, p. 305-327.

2. Andrew Linklater, *The Idea of Civilization and the Making of the Global Order: A Process-Sociological Investigation*, Bristol, Bristol University Press, 2020.

3. Andrew Linklater, « The "Civilizing Process" and the Sociology of International Relations », *International Politics*, n° 41, 2004, p. 3-35.

4. Voir à ce sujet Abram de Swaan, « Widening Circles of Identification: Emotional Concerns in Sociogenetic Perspective », *Theory, Culture and Society*, n° 12, 1995, p. 25-39.

5. Voir aussi Aurélie Lacassagne, « Cultures of Anarchy as Figurations: Reflections on Wendt, Elias, and the English School », *Human Figurations*, vol. I, n° 2, 2012, en ligne, consulté le 17 juin 2021 (<https://quod.lib.umich.edu/h/humfig/11217607.0001.207?view=text;rgn=main>).

J'ai voulu dans ce qui précède raconter l'histoire d'une ou de rencontres, et illustrer, à travers certaines références et usages marquants, l'apport d'Elias à l'étude du politique. Cet apport, dont je vais à présent essayer de résumer la teneur, tient autant aux paradoxes de l'œuvre et à des potentialités encore peu explorées qu'à ses traits caractéristiques bien connus.

Il y va d'abord de sa vision de l'histoire et de l'importance du temps long. Dans la conclusion du *Procès*, Elias écrivait : « c'est l'observation des faits présents qui permet de mieux comprendre les phénomènes passés, et c'est l'approfondissement du passé qui ouvre l'accès à ce qui s'accomplit sous nos yeux ¹ ». Ainsi, on ne peut appréhender le devenir des États-nations sans s'interroger sur les processus qui leur ont donné naissance. Mais si l'histoire n'a ni début ni fin, si, en l'occurrence, elle ne s'achève pas avec la nation, elle ne se répète pas non plus. L'histoire n'est pas fermée, la fin, pas écrite : « l'évolution historique de l'humanité » est « sans projet », « sans finalité » ². Cela étant, la sociologie historique du politique d'Elias propose quand même un scénario : « Quand on embrasse du regard le mouvement passé dans son ensemble, on constate que l'évolution s'est faite dans une direction déterminée ³. »

Dans ce scénario écrit par le « mouvement de nos interdépendances », on peut au moins identifier deux éléments clés qui intéressent directement les politistes (entre autres) : le regroupement des êtres humains en entités sans cesse plus vastes et complexes, et la démocratisation ⁴, comprise en termes fonctionnels et non pas institutionnels d'abord, comme la réduction tendancielle des différentiels de pouvoir entre groupes « établis » et « marginaux » (gouvernants et gouvernés, mais aussi possédants et travailleurs, hommes et femmes, parents et enfants, nationaux et étrangers, noirs et blancs...). Sous cet aspect, la théorie de la civilisation d'Elias suscite encore nombre d'objections, pour la plupart infondées mais compréhensibles – sur son optimisme, son eurocentrisme, son évolutionnisme, à nouveau – mais elle a l'avantage de proposer, plus qu'un « *grand narrative* », une vision globale

1. Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, op. cit., p. 299.

2. Norbert Elias, *Die Gesellschaft der Individuen*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1987 ; trad. fr. Jeanne Étoré, « La société des individus », in *La Société des individus*, Préface de Roger Chartier, Paris, Fayard, 1991, p. 108.

3. Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, op. cit., p. 299.

4. Norbert Elias, *Was ist Soziologie ?*, Weinheim, Juventa Verlag, 1970 ; trad. fr. Yasmin Hoffmann, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1991, rééd. Pocket, p. 76-80.

du devenir politique, stimulante et par définition contestable, quand la science politique contemporaine en manque d'aussi sérieuses¹. Cette vision n'exclut par ailleurs pas, mais envisage au contraire très sérieusement, que l'humanité ne survive *pas* à la violence de notre époque².

Cela nous amène vers un autre atout de la sociologie d'Elias pour la science politique, déjà évoqué, qui est de contribuer à sa déspecialisation au profit d'une science qui, passé sa crise de croissance ou d'adolescence, s'assumerait davantage comme « généraliste ». Elias suggère pour ce faire de renouer avec son objet premier, le plus évident : non pas le *Pouvoir* mais bien les *relations de pouvoir* – la « balance des pouvoirs », les « équilibres de force » et leurs transformations – entre les individus et entre les groupes, dont les États. Dès *La Société de cour*, cette sociologie envisage en effet le pouvoir non pas comme « une amulette que l'un possède et l'autre non » mais comme « une particularité structurelle des relations humaines – de toutes les relations humaines »³.

Est-ce dire que « tout est politique » ? En un sens oui, mais la sociologie d'Elias ne nous impose nullement un ultime objet générique. Bien plutôt elle en propose mille qui tous nécessitent d'alterner « gros plans » et « vues d'ensemble », autant d'échelles et de temporalités que nécessaire. En étudiant, dans les années 1930, les évolutions conjointes des structures sociales et politiques et des structures mentales et psychiques à travers les usages du corps et la transformation des sensibilités, à l'aune d'une réflexion pour le moins inquiète sur l'actualité du processus de civilisation occidental, Elias défrichait un vaste champ, loin d'être épuisé. Cinquante ans plus tard⁴, dans un monde coupé en deux où l'Europe cherche sa voie, il s'intéresse à la dimension affective de l'appartenance au groupe et du « nationalisme banal », pour reprendre l'expression du psychologue Michael Billig⁵. Là aussi se noue la possibilité d'un dialogue avec la philosophie et la théorie politique, qui reste à poursuivre. Elias prend au sérieux ce qui entrave le

1. Des exceptions existent. On songe notamment à l'ouvrage de Stefano Bartolini, *Restructuring Europe. Centre Formation, System Building and Political Structuring between the Nation State and the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

2. Norbert Elias, *The Symbol Theory*, Londres, Sage, 1991 ; trad. fr. Damien-Guillaume et Marie-Blanche Audollent, *Théorie des symboles*, révisé, édité et présenté par Marc Joly, Paris, Seuil, coll. « La Librairie du XXI^e siècle », p. 240-241.

3. Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, op. cit., p. 85-86.

4. Voir Norbert Elias, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" » (1987), in *La Société des individus*, op. cit., p. 205-301.

5. Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres, Sage, 1995 ; trad. fr. Camille et Christine Hamidi, *Le Nationalisme banal*, édité et présenté par Sophie Duchesne, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2019.

développement d'un « sens de la responsabilité à l'échelle mondiale ¹ » qu'à l'évidence il souhaitait, donnant en quelque sorte du grain sociologique à moudre aux thèses développées peu après par Jürgen Habermas ² et Jean-Marc Ferry ³. Dans le cadre de la même réflexion sur l'intégration et l'identité nationales et post-nationales, Elias pave le chemin pour l'étude dépassionnée des émotions en politique ⁴. Et confirme ses vœux de sociologue : « chasser les mythes », mettre en garde contre tous les « ismes ».

S'il se défiait de tout engagement partisan et fit du développement d'une vision de la société qui ne soit « pas idéologique » une véritable « mission », Elias est l'auteur d'une œuvre profondément politique et pionnière, dans ses objets et dans son ambition. Il en apporte encore la preuve dans un texte tardif, consacré à la balance des pouvoirs entre les sexes et à l'émancipation des femmes ⁵. Soit une « révolution » du XX^e siècle qu'il estimait fondamentale, et un thème auquel il n'eut pas le temps de se consacrer au-delà du cas de la Rome antique et des évolutions de son droit. Ainsi, s'il faut choisir, Elias est bien du côté des opprimés ou, pour mieux dire, des « *outsiders* », dont il faisait à maints égards partie. Mais son approche relationnelle – son « réalisme » – impliquait le détachement de ses analyses et que leur visée émancipatrice s'adressât à tout le monde. Attachée au développement de nouveaux « moyens d'orientation » susceptibles de permettre aux individus de mieux se repérer dans le modèle de « jeu » de plus en plus complexe de nos démocraties ⁶, la sociologie des processus d'Elias

1. Norbert Elias, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" », *op. cit.*, p. 222.

2. Voir par exemple Jürgen Habermas, *Die Einbeziehung des Anderen : Studien zur politischen Theorie*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1996 ; trad. fr. Rainer Rochlitz, *L'Intégration républicaine. Essais de théorie politique*, Paris, Fayard, 1998.

3. Jean-Marc Ferry, « Pertinence du postnational », in Nicole Dewandre, Jacques Lenoble (dir.), *L'Europe au soir du siècle*, Paris, Éditions Esprit, 1992, p. 39-58 ; voir aussi Jean-Marc Ferry, « Civililité, légalité, publicité. Considérations sur l'identité politique de "l'homme européen" », *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 267, 2011, p. 9-33.

4. Avec Virginie Van Ingelgom et Heidi Mercenier, nous tentons d'emprunter ce chemin par exemple dans « Belonging and Indifference to Europe: A Study of Young People in Brussels », *Historical Social Research*, vol. XLII, 2017, p. 227-249.

5. Norbert Elias, « Wandlungen der Machtbalance zwischen den Geschlechtern. Eine prozeßsoziologische Untersuchung am Beispiel des antiken Römerstaats », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, n° 38, 1986, p. 425-449 ; trad. fr. Dominique Linhardt, « La transformation de la balance des pouvoirs entre les sexes. Étude sociologique d'un processus à travers l'exemple de l'État romain antique », présenté par Nathalie Heinrich, *Politix*, vol. XIII, n° 51, 2000, p. 13-53.

6. Stephen Mennell, « Some Political Implications of Sociology from an Eliasian Point of View », in Florence Delmotte, Barbara Górnicka (dir.), *Norbert Elias in Troubled Times: Figurational Approaches to the Problems of the Twenty-First Century*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Palgrave Studies on Norbert Elias », 2021, p. 335-352. Sur les modèles de jeu issus de *Qu'est-ce que la sociologie ?*, voir aussi Philippe Braud, *op. cit.*, p. 33-36.

Norbert Elias
et la science
politique :
un mariage un peu
contre-nature
mais heureux
Florence Delmotte

n'a pas fini de nous dérouter et de nous aider à penser le monde d'aujourd'hui, ses progrès, ses inégalités, ses violences. C'est, en un mot, « comprendre le monde pour le changer » (Pierre Favre).

CONCLUSION

Elias disait à la fin de sa vie : « J'ai essayé de développer une théorie sociologique du pouvoir et de montrer dans le même temps – notamment dans mon livre *La Société de cour* – comment il faut l'étudier¹. » Soit une « analyse sociale », « relationnelle », de toutes les formes de pouvoir, qui résume bien l'orientation de l'œuvre. Quelles que soient les critiques qu'on peut légitimement adresser à Elias, à sa théorie comme à ses impensés, ou plutôt à ses « informulés », conceptuels et méthodologiques, quels que soient les désaccords de fond qu'on peut éprouver face à sa conception de la sociologie et à sa vision de l'histoire, il faut être singulièrement borné pour ne pas voir ce qu'apporte la lecture de cette œuvre à l'étude du, ou de la, politique.

En retour, la science politique, notamment francophone, a aussi apporté, apporte beaucoup, à la compréhension de l'œuvre d'Elias, à sa diffusion, à son prolongement. Il vaudrait mieux n'avoir rien à voir avec la discipline pour le défendre mais, en réalité, ce n'est pas une affaire de discipline. C'est à l'évidence plutôt ceux et celles qui sont le moins « jaloux » de leur identité disciplinaire qui, en étudiant la politique d'une certaine façon, sans trop d'œillères, et venant de divers horizons, ont permis de décrypter la pensée d'Elias d'une autre manière, de l'interroger au regard de son contexte politique, de questionner sa visée, de lui donner sens, politiquement, sans l'y réduire.

Certes, « on n'entre pas dans un auteur comme dans un moulin », Alain Garrigou et Bernard Lacroix ont raison de le rappeler, contre Sartre². Mais pour reprendre la belle image de Nathalie Heinich, l'œuvre d'Elias ressemble pourtant bien à une « auberge espagnole », « où chacun, comme on dit, "peut apporter son manger" »³. J'ajouterai qu'Elias est un auteur tout-terrain : on peut emmener ses textes partout avec soi, dans tous ses voyages, empiriques et théoriques. Mais pas comme une bible, plutôt comme une boussole.

1. Norbert Elias, *Norbert Elias par lui-même*, *op. cit.*, p. 172.

2. Alain Garrigou, Bernard Lacroix, « Norbert Elias : le travail d'une œuvre », *op. cit.*, p. 8.

3. Nathalie Heinich, *La Sociologie de Norbert Elias*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1997, p. 4.